

Arrêté Municipal Temporaire

URBA N° 2026-080

Règlementant le stationnement

Parking de la Gare

Le Maire de la Commune de Saint-Jory,

Vu le Code des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2212-5 et L2213-1 à 2213-6 concernant les pouvoirs de police du maire.

Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 31 juillet 2002.

Vu le Code de la Route et notamment les articles, R411-8, R411-25 et R417-10,

Vu le Code Pénal, notamment son article R 610-5,

Vu la demande de Monsieur MOUCHOUX Lucas reçue par mail le 09 septembre 2026,

Considérant qu'il importe de faciliter les chantiers de toutes natures, tout en préservant la libre circulation publique,
Considérant que pour permettre la mise en place d'un branchement électrique provisoire dans le cadre des travaux pour la SNCF par l'entreprise NGE FONDATIONS représentée par Monsieur MOUCHOUX Lucas, il y a lieu de prendre des mesures de nature à réglementer le stationnement, selon les dispositions suivantes :

ARRETE

ARTICLE 1 : Les trois places de stationnements sur le parking de la Gare, selon plan ci-joint, seront réservées à l'entreprise NGE FONDATIONS, le 21 septembre 2026, entre 08h00 et 16h00.

ARTICLE 2 : Une signalisation temporaire et réglementaire sera mise en place par l'entreprise. Pendant toute la durée des travaux, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire et par voie de conséquence de tous les accidents provenant de l'absence ou d'une mauvaise mise en place de celle-ci.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté est obligatoirement affiché sur les lieux de l'autorisation.

ARTICLE 4 : Après l'achèvement des travaux, l'intervenant devra enlever tous les décombres gravats et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

ARTICLE 5 : Toute infraction aux présentes dispositions sera constatée, poursuivie et sanctionnée conformément à la loi.

ARTICLE 6 : le Chef de la Police Municipale, la Responsable du service Urbanisme, le Commandant de la Communauté de Brigade de Gendarmerie de Saint-Jory, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site de la Commune et notifié à l'entreprise.

ARTICLE 7 : Le Maire informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.

Fait à Saint-Jory, le 17 Septembre 2026
Publié le : 17 septembre 2026.

Le Maire,
Victor DENOUVION



